

tants, grâce à des taxes imposées à des citoyens qui n'ont pas assez d'argent, pour diminuer la production. C'est un crime, monsieur le président, que l'on commet à la face de l'humanité. Au lieu de diminuer la production, nous devrions accorder des crédits pour l'accroître, pour mettre davantage à la disposition des Canadiens et à la disposition des hommes qui en ont besoin, dans le monde. Devant tant de merveilles, l'orgueil de l'homme ne se contient plus. Dans cette course folle vers toujours plus de science, plus de techniques, plus de conquêtes dans l'ordre matériel, l'humanité fait fausse route.

Il ne s'agit pas de condamner ni la science ni la technique, monsieur le président, mais de proclamer qu'elles ne sont pas une fin en soi, qu'elles ont de toute façon leurs limites, qu'elles doivent, avant tout, servir l'homme, non pas l'asservir, et encore moins de détruire, et que pour toutes ces raisons, elles doivent rester à l'échelle de l'homme. Est-ce que les pauvres moyens proposés par le premier ministre seront de nature à guérir les maux dont nous souffrons? Ce ne sont que des mesures primitives; les prix continueront à augmenter, les taxes et les impôts déposséderont davantage les citoyens. Les maux dont nous souffrons sont le résultat du système actuel et l'on travaille seulement pour la finance.

Nous ne travaillons pas pour l'être humain, nous ne travaillons pas pour lui donner ce dont il a besoin, pour lui procurer tout ce qui lui est nécessaire; nous travaillons, par exemple, pour augmenter les intérêts, la dette publique. Quand on augmente les dettes publiques, on augmente les taxes, on augmente les impôts.

Le projet de loi à l'étude reflète le désir de voir le coût de la vie augmenter encore davantage, parce que l'on veut, à tous les trois mois, indexer les pensions sur le coût de la vie. Ce sont les taxes et les impôts de toutes sortes qui paralysent l'économie et qui créent l'inflation. Ce qui paralyse notre économie, c'est le manque de pouvoir d'achat à la consommation.

Par tous ces moyens, monsieur le président, on soutire des contribuables tout le pouvoir d'achat dont ils auraient besoin, pour le donner à des «faiseurs» de piastres, pour engendrer l'augmentation des taux d'intérêts et contribuer à l'augmentation de la dette publique.

Étant donné la situation, monsieur le président, nous devons localiser les abus, les faire disparaître, si nous voulons vraiment solutionner les problèmes.

Nous constatons, monsieur le président, que le problème n'est pas de donner du pain à l'homme qui a faim, mais de supprimer la faim; il n'est pas de secourir l'opprimé, mais d'abolir l'oppression; il n'est pas de faire disparaître les plaies de la terre, mais les soigner avec des remèdes appropriés.

● (1730)

Il est bien entendu qu'à chaque droit de l'homme correspond un devoir de la société, mais qui peut obliger l'État à remplir ses devoirs, car l'État est la force, la puissance, il est la loi, il a le droit, l'État n'a aucune conscience morale, il est irresponsable, il est sa propre fin. L'État n'est rien de plus qu'une manifestation des tensions.

Voilà ce que je pense, monsieur le président, voilà pourquoi nous ne pouvons pas remédier aux problèmes, voilà pourquoi nous ne pouvons pas solutionner nos problèmes et établir la stabilité de notre économie.

L'homme qui a faim a droit à la vie et à la nourriture. Dans l'univers du droit, il ne peut que mourir; en fait, il vivra, sauvé par la pitié, par la charité, mais celles-ci ne

Sécurité de la vieillesse

peuvent constituer, pour le système, qu'une circonstance aggravante, elles ne font que confirmer l'impuissance du droit et de sa décision.

Monsieur le président, si un grand nombre de Canadiens sont devenus des assistés sociaux et vivent aux dépens de ceux qui travaillent, ceux qui travaillent supportent tout le fardeau des taxes, des dettes publiques, de l'endettement. Monsieur le président, nous décourageons toutes les initiatives.

Il n'y a plus de Canadiens qui sont encouragés, il n'y a plus de Canadiens, propriétaires d'industries ou de commerces, qui sont encouragés! Tous sont découragés, tous sont prêts à «dételer». Une grande partie songe à abandonner leur commerce parce qu'ils ne peuvent même plus en vivre convenablement.

A cause de ce qu'ils ont sur le dos, monsieur le président, ils sont obligés de tout supporter, de supporter l'État, de supporter les taxes, de supporter les impôts, de supporter les augmentations de salaires; ils ne sont plus capables de boucler leur budget. C'est la cause des grandes faillites que nous connaissons.

Alors, monsieur le président, il faut faire sortir les sociétés modernes de l'univers factice du droit pour les faire entrer dans l'univers vivant du devoir et de l'obligation morale. L'ordre postule une loi qui fixe la fin, il requiert aussi les moyens pour atteindre une fin.

Encore ici, au Canada, au cours des dix premiers jours du mois d'août dernier, monsieur le président, la reine d'Angleterre et les premiers ministres des 32 pays du Commonwealth ont tenu une grande conférence à Ottawa pour étudier les grands problèmes économiques au niveau des relations entre les grandes institutions. En aucun moment a-t-on daigné s'abaisser aux besoins de la personne humaine qui, elle, est l'unité de base de toute administration politique, économique et sociale.

Malgré la croissance extraordinaire de notre production annuelle, le déséquilibre économique national se manifeste partout sous toutes sortes de formes, telles l'inflation, le chômage, la pauvreté, affectant toutes les classes sociales, même les plus riches.

Devant la nécessité urgente de rétablir l'équilibre économique dans toute la vie de la nation, chacun de nous s'efforce de poser des gestes, des actes défensifs, dans un mouvement de hâte et d'énervernement, lesquels s'accordent mal avec l'importance des corrections à apporter. Ces corrections exigeraient plus de calme et de maîtrise pour devenir réellement efficaces, pour le présent et pour l'avenir.

Les règlements ou les améliorations aux règlements que nous adoptons présentement pour faire un peu de bien à un secteur de notre société, soit les personnes âgées, nous les adoptons beaucoup trop rapidement. Le problème n'a pas été assez étudié.

Ce que nous donnons, nous le donnons simplement au compte-gouttes, alors qu'il faudrait donner à pleine mesure pour rétablir l'équilibre de notre économie.

J'affirme ici, monsieur le président, toute la distinction entre l'acte et la pensée, entre le geste et l'idée. Quand on dit que l'idée mène le monde, que la pensée précède l'action, qu'il faut penser avant d'agir ou de parler—car la parole, en certaines circonstances, vaut un acte—on reconnaît explicitement que tout ce qui se passe dans le concret de la vie est le résultat des pensées précédentes qui ont conduit à l'action et à la transformation de notre manière de vivre.